

<http://ugtg.org/~apache/spip.php?article1922>



Le LKP : Pwofitasyon owganizé pou fè nou, Pèp Gwadeloup ! Disparèt !

- Dossier spécial LKP - Expressions -



Date de mise en lignemercredi 23 janvier 2013

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Les gouvernements changent avec leur lot de promesses, les élus valsent mais la situation des travailleurs et du peuple de Guadeloupe ne s'améliore pas. Bien au contraire, **HOLLANDE - LUREL** poursuit les mêmes politiques que **SARKOZY - PENCHARD** et leurs alliés respectifs.

Lundi **14 janvier 2013**, l'**Observatoire des prix et des revenus de la Guadeloupe** était réuni pour émettre un avis sur « *l'évolution du coût de la vie* », « *les prix effectivement pratiqués pour les produits de consommation courante* » et faire des propositions pour la constitution d'une liste de produits dont le prix sera fixé par arrêté préfectoral.

Ce même lundi **14 janvier 2013**, c'est le **Conseil Général** et le **Conseil Régional** qui invitaient plusieurs agriculteurs à un état des lieux des parcelles qui leur ont été attribuées dans le cadre de la mise en valeur des terres du FVD de Beauport. Un huissier, des représentants des services juridiques et techniques des deux Collectivités et de la SAFER étaient présents.

Incroyable mais vrai ! Il a été proposé aux agriculteurs de s'installer sur des parcelles occupées. Autrement dit, aucune démarche n'a été faite au préalable afin de trouver des solutions à la libération de ces parcelles pour éviter tout conflit entre occupants sans titre et attributaires titulaires d'un bail comme prévu dans les conclusions de la réunion du 24 octobre 2012.

YO té vlé nou manjé nou ant nou !

C'est le même mépris qui s'affiche dans leur soi disant lutte contre la vie chère. Qu'est-ce réellement que cet article **L. 410-5** du Code du Commerce ? Qu'établit son décret d'application et quelle est, derrière le plan com' du « *bouclier qualité-prix* », la véritable orientation politique de l'action gouvernementale en péyi-Gwadeloup ?

C'est le préfet, **seul**, qui mènera des négociations fermées avec les seuls représentants des **pwofitan : lé yo ké palé ant yo, pou yo mété yo dakò yo menm èvè yo menm asi kijan yo ka vidé pòch an nou !**

Cette **exclusion des organisations syndicales et des associations de consommateurs** n'a d'autre but que de ne pas mettre sur la table la question des **marges abusives** pratiquées dans le secteur de l'import-distribution. Ces marges abusives, reconnues par l'**Autorité de la Concurrence** elle-même, sont pourtant faciles à évaluer à partir des déclarations d'importation aux **services des douanes**.

Les sociétés de l'import-distribution n'accorderont, en réalité, que ce qu'elles voudront bien concéder.

Elles ne devront donc, en réalité, que vendre au prix le moins cher parmi l'ensemble des prix abusifs pratiqués en Guadeloupe. Nul ne les contraindra à appliquer un prix de vente tenant compte du prix auquel elles ont réellement acheté les produits qu'elles commercialisent. En un mot, l'accord de modération des prix vise en fait à harmoniser et à mieux répartir la pwofitasyon pou yo tout gannyé menm lajan-la si do an-nou.

Ces négociations annuelles sont donc une vaste supercherie qui poursuit un objectif multiple :

" Servir d'argument publicitaire supplémentaire à la grande distribution ;

" Appâter une clientèle encore plus nombreuse ;

" Endormir les Guadeloupéens en faisant semblant de prendre en compte leurs aspirations pour mieux maintenir la **pwofitasyon** ;

" Servir de propagande électoraliste pour **Victorin LUREL** à l'approche des **échéances de 2014** ;

" Supprimer le petit commerce, épiceries et autres Lolo ou points de vente de proximité ;

" Achever d'éradiquer toute production locale et intensifier la transformation de la Guadeloupe en une pure **colonie de consommation**.

Sé menm objèktif la adan sèktè agrikòl la !

Et pour preuve, les sociétés **PIRBAKAS**, par exemple, bénéficient de la plus grande largesse de la part des élus. Plusieurs autres occupants, de gros exploitants, bénéficient de faveurs, avec ou sans titre, sur des terrains qui appartiennent aux Collectivités, donc aux Contribuables Guadeloupéens. Bien souvent, ils ne paient aucun loyer.

Voilà plus de 5 ans que des jeunes se battent pour faire valoir leur droit au travail, leur droit à une activité qui leur donne dignité et responsabilité. Ils ont choisi l'agriculture, ils sont formés, ils ont des responsabilités familiales, ils ont entre 25 et 40 ans... et pourtant, les responsables politiques s'amuse de leur sort et font traîner les choses.

Sé pwofitasyon toupatou !

Il s'agit pour le gouvernement français, et particulièrement pour son ministre des « outre-mer » - véritable saltimbanque, de **fè on ti lélé pou gaga vwè** : agiter le hochet symboliques d'une modération du prix de quelques produits pour masquer son **refus idéologique absolu de réglementer les profits exorbitants des entreprises de l'import-distribution en Guadeloupe et dans les autres possessions coloniales françaises**.

Il s'agit de rendre la Jeunesse inapte à toute révolte créatrice d'un meilleur lendemain.

LKP réaffirme la nécessité d'un encadrement général du prix des produits de première nécessité en Guadeloupe. En conséquence, l'application des articles L. 410-2 et L. 410-4 du code du commerce qui permettent une réglementation immédiate du prix des produits de première nécessité et une limitation des marges abusives des sociétés de l'import-distribution.

LKP appelle toutes les Guadeloupéennes et tous les Guadeloupéens à privilégier la consommation des produits locaux et exige le respect des engagements pris dans le cadre de l'installation des jeunes agriculteurs dans le Nord Grande-Terre.

LKP rappelle l'impératif de développer et de **promouvoir une production locale protégée des importations** et ayant comme objectif la souveraineté alimentaire, seul moyen de nous libérer du joug des transnationales de la grande distribution.

**Que chacun prenne ses responsabilités !
La Gwadeloup sé tan nou !**

Pon disou pa pèd !

GWADLOUPÉYEN DOUBOUT !

Lapwent, 21 janvyé 2013

LKP